

Le racisme aujourd'hui

Qu'est-ce que le racisme ?

Il n'y a pas de définition simple et immédiate du racisme. Albert Memmi le définissait ainsi en 1952 pour l'Encyclopædia Universalis : « Le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier une agression ou un privilège. » Les différences dont il est question ici reposent généralement sur l'appartenance ethnique, nationale, culturelle ou religieuse réelle ou supposée sur la base de caractères réels ou fictifs.

Le racisme se traduit par des actes, des paroles, des attitudes ou des comportements. Cette conception du monde et des rapports entre les êtres humains basée sur une essentialisation des personnes et une hiérarchisation des groupes humains permet de justifier la domination, l'asservissement, le rabaissement, la stigmatisation, la maltraitance, voire l'extermination de n'importe quelle personne ou groupe de personnes. Albert Lévy cofondateur du MRAP, secrétaire général de 1971 à 1982, soulignait justement que le racisme est aussi une idéologie qui tend à justifier la domination d'un groupe sur un autre.

Les formes et les expressions dominantes du racisme sont évolutives et historiquement datées.

Jusqu'au XVII^e siècle, on invoquait principalement des considérations religieuses pour justifier la ségrégation. C'était notamment le cas avec l'anti-judaïsme.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles est venue s'y ajouter une idéologie qui répartit les gens selon des particularités physiques, ethniques ou culturelles en groupes biologiques (« races ») dotés de caractéristiques psychologiques et qui établit une hiérarchie entre eux. Le racisme négrophobe a alors servi à justifier l'esclavage et la traite négrière, le colonialisme et l'impérialisme ainsi que les actions discriminatoires à l'intérieur d'un pays, dans le but de maintenir les privilèges sociaux et économiques de certains groupes. Ses répercussions sont encore bien présentes dans les anciennes colonies africaines et les départements français d'outre-mer. La reconnaissance de la traite et de l'esclavage comme crime contre l'humanité par une loi française (2001) est un acquis précieux.

Ces mêmes théories racistes ont justifié l'antisémitisme "moderne" et les génocides perpétrés par le régime nazi entre 1940 et 1945. Face à l'horreur indicible de la Shoah, après 1945, le racisme biologique a déperé..

Le racisme n'est pas une spécificité occidentale. Depuis bien longtemps les Coréens sont les boucs-émissaires des nationalistes japonais. Dans le Sud algérien des centaines de migrants noirs ont été collectivement physiquement agressés en mars 2016.

La génétique moderne a montré que les races n'existent pas et qu'il n'existe qu'une seule espèce humaine. Et le racisme biologique a été disqualifié par les monstruosité nazies et les génocides de la dernière guerre mondiale. Il a été remplacé par un racisme fondé sur des différenciations et hiérarchisations culturelles et religieuses. Ces formes soient multiples et liées entre elles, allant du mépris individuel quotidien aux voies de fait collectives, des insultes de voisinage aux génocides et aux massacres coloniaux. Parfois ce sont les victimes elles-mêmes qui le reproduisent.

Le racisme bien que distinct voisine souvent avec la xénophobie, qui consiste à classer et discriminer les humains en fonction de leur nationalité, avec les rejets culturels ou religieux, avec des démarches qui fabriquent des groupes constitués autour de caractéristiques supposées homogènes et d'une identité unique.

Les formes et les expressions du racisme et de ses discriminations continuent d'évoluer et doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie pour débusquer ses causes et ses effets et

lutter efficacement contre toutes ses manifestations.

Diverses cibles pour un même racisme

50 Les sociétés européennes sont confrontées à une forte persistance de l'intolérance et du racisme.

Précarité, chômage, inégalités, pauvreté... autant de marqueurs de la situation économique et sociale actuelle, autant de prétextes à la désignation de boucs émissaires... autant de causes de discriminations. Les politiques néolibérales s'accompagnent d'un racisme exercé par les gouvernements et les États. Dans ce
55 contexte, les porteurs idéologiques du racisme et de la xénophobie ont le vent en poupe ! Les idées racistes gagnent l'ensemble de la société ; les actes et comportements racistes se banalisent.

L'offensive idéologique de l'extrême-droite a rendu "acceptables" des opinions hier
60 unanimement condamnées. Elle réactive le vieux fantasme de la supposée trop grande présence des juifs dans l'appareil d'État... La situation en Palestine, la confusion entretenue entre antisémitisme et antisionisme par l'État israélien et nombre de ses soutiens, la résurgence du discours antisémite traditionnel ont provoqué une augmentation des actes racistes visant les Juifs.

65 Les guerres du Proche-Orient et Moyen-Orient, les assassinats terroristes et antisémites de 2015 à Paris ont fait ressurgir une vague d'islamophobie et la recrudescence des amalgames et de la haine à l'encontre des musulmans accusés de "nous" envahir. La logique mortifère de prétendues « guerres des civilisations » a repris une nouvelle vigueur justifiant de nouvelles stigmatisations. Un discours d'exigence de civilisation, de
70 démocratie, d'égalité hommes-femmes... masque souvent la réalité des rivalités économiques et militaires pour la domination du monde. Cette logique de "guerre contre le terrorisme" justifie les dérives liberticides.

Sous couvert de critique de l'Islam, l'islamophobie se développe comme racisme contre
75 les personnes supposées de confession musulmane, et de fait, contre les résidents d'origine maghrébine ou "arabe" ou supposée telle. Elle justifie les actes violents contre les mosquées et contre les personnes notamment les femmes portant le voile dans l'espace public.

Sous couvert d'éradication de camps insalubres, les populations Roms sont des cibles
80 permanentes de l'intolérance et du racisme. Elles sont maintenues dans une extrême précarité, se voyant ainsi privées de la possibilité de participer à la vie sociale par les voies majeures que sont le travail, l'habitat et la scolarisation des enfants, ce qui réveille et renforce les préjugés racistes à leur égard.

Le discours public est de plus en plus racisé ; des élus et responsables politiques de tout
85 bord n'hésitent plus à émettre des propos stigmatisants à l'égard des musulmans ou des Roms.

La laïcité est détournée de son sens. Loin d'être un moyen d'assurer le vivre-ensemble en garantissant la liberté religieuse et la neutralité de l'État, elle est instrumentalisée et transformée en un discours identitaire diabolisant l'Islam et présentant les musulmans comme un danger pour la démocratie et les droits de l'Homme.

90 Des citoyens français, dont les familles portent la mémoire de la colonisation, se voient discriminés, contrôlés, toujours suspectés d'un manque de loyauté envers la France. Souvent relégués dans des quartiers oubliés des politiques publiques ils sont doublement discriminés. Les politiques d'État des gouvernements successifs, sur fonds de budgets d'austérité, ne s'attaquent pas aux véritables causes des inégalités sociales et territoriales.

95 Des pans entiers de la jeunesse des classes populaires sont traités au quotidien en citoyens de seconde zone : ceux dont la nationalité française n'est pas tout à fait

« égale », dont la dignité est bafouée lors de contrôles policiers quotidiens humiliants et dont la vie ne pèse pas lourd lors d'interpellations parfois violentes et de tragiques "bavures".

100 Les discriminations liées à l'origine supposée pèsent lourdement dans les difficultés d'accès à l'emploi. Les personnes perçues comme arabes sont victimes des préjugés attachés à leur supposée religion musulmane, celles vues comme noires le sont du fait de leur couleur de peau.

Des protestations d'humanité, une politique inhumaine

105 La responsabilité de la droite est grande dans toutes ces évolutions. Mais c'est aussi celle de la "gauche" au gouvernement par ses paroles et ses actes ou absence d'actes. Les déclarations et protestations d'humanité présidentielle ou gouvernementale, ne peuvent faire oublier le racisme et la xénophobie engendrés par certaines politiques de l'État et pratiqués par certains corps de l'État.

110 Faut-il rappeler aussi la hiérarchisation des racismes, le rejet des réfugiés hors des frontières, l'indifférence face à la mort de tant de migrants, le marchandage honteux avec la Turquie, les accords de "réadmission" avec les pays du Sud, les mesures uniquement sécuritaires avec la prolongation de l'état d'urgence et la tentative d'extension de la déchéance de nationalité, le refus méprisant d'entendre ceux qui tentent d'expliquer la dérive de quelques centaines de jeunes qui se laissent convaincre par les thèses djihadistes...

Et encore la situation inhumaine qui était celle de la "jungle" de Calais où s'entassaient dans des conditions indignes les exilés, les reconduites de toujours plus d'étrangers sans titre de séjour vers leur pays d'origine souvent en proie aux violences ou à la famine, les enfants qui à nouveau connaissent l'enfermement en centre de rétention, les mineurs isolés étrangers laissés sans protection, les violentes expulsions des Roms des bidonvilles où ils essaient de reconstruire un semblant de vie paisible...

120 L'État condamné pour faute lourde pour des contrôles au faciès formellement identifiés en est venu à contester ce jugement ; le droit de vote des étrangers non communautaires est abandonné...

Comment s'étonner avec une telle politique qu'aucun progrès ne soit constaté dans la lutte contre les discriminations directes ou systémiques, liées à l'origine. D'atermoiements en atermoiements, aucune mesure n'est prise pour réprimer les discriminations dont l'illégalité est rarement sanctionnée : face à la discrimination raciste on reste dans le déni ou l'incantation ; l'égalité de traitement cède la place à l'égalité des chances ou à la diversité, habile recours à la méritocratie qui fait porter la responsabilité du rejet sur la victime. La régression du droit du travail favorisera encore ces inégalités.

Même le Conseil de l'Europe a condamné les pratiques iniques de l'État français.

135 Comment s'étonner dans ces conditions de la banalisation du racisme, de la persistance des propos et actes racistes qu'ils soient négrophobes, islamophobes, antisémites, anti-Roms ?

Le 6 février 2017
Augustin Grosdoy